

**Colloque du CHATEFP**

**19 novembre 2019 à 9h 30, salle Pierre Laroque, 14 avenue Duquesne, Paris 7<sup>ème</sup>**

Le groupe régional d'Ile de France du Comité d'histoire organise sa conférence débat annuelle sur le thème : **L'inspection du travail face au Travail Obligatoire, 1940-1944**

**Inscriptions :**

[Comite.histoire@travail.gouv.fr](mailto:Comite.histoire@travail.gouv.fr)

**OUVRAGES SIGNALÉS.**

**Judith Rainhorn, Blanc de plomb. Histoire d'un poison légal, SciencesPo Les Presses, 2019**

Les substances toxiques peuplent notre monde, elles ont conquis l'air ambiant et envahi l'espace domestique. Nourriture, emballages alimentaires, textiles, produits cosmétiques, peintures... Pas un domaine de la vie quotidienne n'échappe à la myriade de poisons, cancérigènes ou perturbateurs endocriniens suspectés ou avérés. Chacun le sait et, pourtant, y consent. Pour comprendre les raisons de cet accommodement collectif, l'historienne Judith Rainhorn a enquêté sur le blanc de plomb, la fameuse céruse, massivement fabriquée et utilisée pour blanchir la peinture qui a couvert les murs des villes européennes depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Poison du travail pour les ouvriers qui l'ont jadis manipulé dans les ateliers empoussiérés, le pigment de plomb, responsable du saturnisme, est aujourd'hui un poison environnemental. Comme pour l'amiante, les pesticides, les phtalates ou encore les nanoparticules, la logique sociale, industrielle, scientifique et politique a imposé son rythme et ses nécessités, faisant de la céruse un poison légal.

**Maurice Sarazin, Le corps diplomatique à Vichy (1940-1944), Dualpha, 2019**

Dans sa presque totalité, le corps diplomatique suivit le gouvernement français dans son repli en juin 1940 et se retrouva avec lui à Vichy début juillet. La plupart des chefs de mission

**DOCUMENTS : REGARD SUR LE PASSÉ**

**Un rapport de M. A. THOMAS sur l'activité du B. I. T.  
Le Petit Parisien, n°19093 du 6 juin 1929**

Ainsi que nous l'avons annoncé, la conférence du travail a commencé hier, en séance plénière, la discussion du rapport du directeur du B. I. T. Dans ce document, d'une grande ampleur et d'une incontestable autorité, M. Albert THOMAS a présenté une heureuse synthèse de l'activité de l'organisme qu'il dirige. Tout d'abord, de la façon la plus objective, il a examiné l'attitude des différents pays à l'égard de l'œuvre entreprise. La réserve naturelle aux États-Unis et la campagne de dénigrement systématique conduite par les Soviétiques ne doivent pas ruiner la confiance en des progrès décisifs, que bien des signes déjà annoncent un peu partout. Après ce bilan politique, M. Albert THOMAS a adressé dans son rapport un bilan doctrinal et un bilan pratique. Toutes les questions juridiques et financières que soulèvent les grands problèmes sociaux sont tour à tour envisagées. Et le rapport se poursuit par une étude précise des relations internationales, du mouvement économique et plus spécialement de la loi de huit heures. Le directeur du B. I. T. conclut en ces termes : « Établir pour tous, uniformément, des conditions équitables et humaines de travail, répandre les bienfaits de la protection et de l'assurance sous des formes appropriées à leur habitude, aux travailleurs indigènes comme aux travailleurs des grands pays industriels, n'est-ce pas contribuer déjà efficacement à effacer le sentiment de l'inégalité des races ? Faire régner la justice et l'équité dans le travail, n'est-ce pas déjà faire de la paix ? »

**Le fordisme**

**Le Temps n°24775 du 19 juin 1929**

La « rationalisation » ne date pas d'hier et l'homme l'inventa avec ses premiers travaux pour s'épargner sa peine. Aujourd'hui cette formule s'affirme, devient doctrinale et méthodique. Mais croire qu'elle fut récemment découverte, c'est une sottise aussi forte que de soutenir qu'avant BACON et DESCARTES personne n'avait jamais pensé. En généralisant ses applications, en associant de plus près l'homme à la machine, en adaptant leurs deux automatismes, la « rationalisation » développe le rendement industriel et contribue à diminuer les prix de revient. Grâce à quoi elle espère susciter de nouvelles couches d'acheteurs. Pas à l'infini, cependant.

A l'usine, cet abaissement des frais de production n'est obtenu que par la diminution du nombre des ouvriers appliqués à une même tâche. Cette économie de main-d'œuvre a surtout retenu l'attention des parties en cause qui se disputent son profit. A qui doit-elle bénéficier ? Tout entière aux ouvriers restants, disent les socialistes qui vont toujours au plus court. Tout entière aux consommateurs, disent les économistes, qui visent la nécessité d'accroître la capacité de paiement de l'ensemble du public pour maintenir la productivité. Par moitié aux ouvriers qui deviennent ainsi

diplomatique, qu'ils aient été nommés à Paris, ou après l'installation à Vichy, étaient des personnages de premier plan.

Ainsi peut-on citer : le prince Shah Wali Khan (Afghanistan), S. I. Patino (Bolivie), L. de Souza Dantas (Brésil), Wellington Koo (Chine), M. Fakhry pacha (Egypte), J. F. de Lequerica (Espagne), W. D. Leahy (États-Unis), F. Garcia Calderon (Pérou), Bogomolov (URSS), Pouritch (Yougoslavie) ; les deux ministres successifs du Portugal, les trois ministres de la Hongrie, les trois du Japon... On y compta sept brillants intellectuels. Ces personnages, dont plusieurs étaient très francophiles et très peu germanophiles, comptèrent beaucoup à divers points de vue dans la société vichyssoise au cours de ces années 1940-1944, surtout au début.

A mesure que l'Allemagne perdait du terrain, à partir de la fin 1942, le Corps diplomatique vit son importance numérique diminuer, mais il tint son rang, sous la direction avisée du nonce apostolique, jusqu'à la fin. En août 1944, ce dernier et le ministre de Suisse Walter Stucki furent choisis par le maréchal Pétain pour être les témoins de ses derniers actes. Et Stucki joua un rôle prépondérant aux alentours de la Libération en s'imposant pour maintenir l'ordre dans la capitale provisoire. Le fait que les nations étrangères aient maintenu ou nommé à Vichy de tels diplomates montrent l'importance qu'elles attachaient au gouvernement de l'État français. A l'inverse on doit constater que le gouvernement formé par le général de Gaulle dut attendre après la Libération de la France pour se faire admettre dans le concert des nations : c'est seulement le 23 septembre 1944 qu'on apprit que le président Roosevelt avait enfin consenti à ce qu'un ambassadeur américain représente les États-Unis auprès des autorités françaises qui ont leur siège à Paris ; et la reconnaissance officielle n'intervint qu'un mois plus tard. C'est dire l'intérêt de rappeler le souvenir de ce haut personnel diplomatique, afin de porter un jugement éclairé sur le gouvernement de l'État français.

**Sous la coordination de Marc Montoussé, par Philippe Deubel, Christine Erhel, Matthias Knol, Olivier Mazade, Adrien Vitse, 50 débats sur le travail, Bréal février 2019**

consommateurs, disent les capitaines d'industrie qui doivent pouvoir, par des améliorations techniques à leur honneur, faire tomber leurs prix sans que, le manœuvre ait à supporter la différence. Que la répartition se fasse d'une manière ou de l'autre, une seule chose est certaine. Suite logique et normale du machinisme, la « rationalisation » doit, comme lui, provoquer à la longue ce même chômage auquel nous devons les émeutes qui marquèrent l'installation des premières fabriques. Ces révoltes de l'ouvrier contre la machine « qui prenait son pain » nous paraissent aujourd'hui absurdes parce qu'en effet l'énorme essor industriel a masqué aux yeux de tous les conséquences de la substitution d'une énergie physique à une énergie physiologique, ainsi multiplié. Les demandes de la consommation croissant plus vite que les offres de la production, on a pu croire que l'industrie avait des perspectives indéfinies. Tandis que l'agriculture allait en languissant, l'industrie régna. L'ouvrier moderne s'est assuré de cette manière une existence relativement aisée. Sans s'en douter, et même en croyant le contraire, il est devenu le maître d'une situation privilégiée. Dans ses conceptions révolutionnaires, il se voit sans injustice et par prédestination naturelle exerçant la dictature à son avantage. Certes, il subira de cruelles déconvenues, ainsi qu'il lui arrive en Russie, où son avènement au pouvoir est payé de sa propre détresse plus accusée encore que celle du paysan domestiqué. Mais, dans le reste du monde, il ne se rend pas compte que son avenir est lié à celui de l'impérialisme commercial dont il se croit même l'ennemi. Car tel est l'enchaînement des circonstances. L'industrie des grandes nations est aujourd'hui obligée d'envahir les pays moins outillés, moins éduqués ou moins entreprenants. Ramener ses citoyens au niveau du marché intérieur, ce serait pour elle l'abdication et la ruine. Elle est condamnée par son propre succès à gagner toujours de nouvelles clientèles, sauf à laisser paraître la plaie du chômage. Aux États-Unis même, d'après le rapport de la section économique de la Société des Nations, trois millions d'individus n'ont pas de travail régulier. C'est peut-être pour réagir contre cette expansion impériale devant assurer sans répit du travail à la masse que la Providence, dirait BOSSUET, a fait arriver le communisme dont les erreurs suffisent à tout ramener au zéro de la misère. Mais, à côté de la Providence, les hommes eux aussi agissent pour parer au communisme dont le remède est pire que le mal, FORD nous propose son système qui est la persévérance dans la même voie. Quel est l'avenir du Fordisme, de cette religion de l'industrie à outrance qui doit dispenser de hauts salaires, augmenter l'aisance et créer éternellement du travail ? A première vue, on peut lui prêter de vastes perspectives. N'est-ce pas ainsi qu'on donne le bonheur aux peuples et qu'on favorise leur vitalité, partant leur natalité ? L'Allemagne d'avant-guerre n'a-t-elle pas doublé sa population en un demi-siècle pour répondre à l'appel de ses usines ? Certes. Mais la limite de cette prospérité apparente, c'est le coup d'arrêt de la défaite qui naît de la concurrence. Depuis que la guerre est venue corriger les excès d'ambition de l'Allemagne, sa natalité est tombée de moitié et son émigration a quadruplé. Juste retour compensateur.

Le surindustrialisme compris comme un élan, sans mesure doit vivre d'artifices, dont il faut s'affranchir. Ceux-là le sentent qui, par des ententes internationales, essayent d'accommoder la production à la consommation. Voilà une première indication de la sagesse, sans laquelle le monde restera voué aux conflits sanglants. Mais il en est une autre, non moins nécessaire pour la paix sociale : elle consiste à ne pas surpayer l'ouvrier ou le salarié administratif,

Le travail est un thème qui fait aujourd'hui l'objet de vifs débats en France. Cet ouvrage tente d'ordonner ces débats de société et de répondre aux questions qu'ils suscitent sous la forme de fiches synthétiques et argumentées. Vous y trouverez des informations aussi précises et actualisées que possible pour commencer à vous forger votre propre opinion sur ces débats majeurs : le coût du travail est-il trop élevé en France ? En quoi les nouvelles technologies changent-elles le travail ? Comment améliorer l'insertion professionnelle des jeunes ? Faut-il un contrat de travail unique en France ? Le modèle danois dit de « flexicurité », est-il transposable ?

**Nicolas Delalande, La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières, Seuil, 2019**

Les ouvriers peuvent-ils s'organiser à une échelle internationale pour lutter contre la mondialisation du capital et la concurrence sociale généralisée ? Poser la question pourrait paraître incongru en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, où les mots d'ouvriers, de solidarité et d'internationalisme s'apparentent, dans le meilleur des cas, aux vestiges d'un passé lointain. L'oubli de cette histoire alimente un débat piégé, dont le schématisme sature et appauvrit l'espace public. Mais ni notre passé, ni notre présent politique ne se résument à une opposition stérile entre libéralisme inégalitaire et repli nationaliste. D'autres voies ont existé, qu'il importe de retrouver pour sortir d'un face-à-face aussi pauvre sur le plan intellectuel que dangereux pour notre avenir collectif. Des années 1860 jusqu'à la guerre d'Espagne, les mouvements ouvriers, socialistes, anarchistes, communistes, syndicalistes, avec leurs sensibilités propres, furent porteurs d'un projet internationaliste puissant, dont l'objectif n'était pas de fermer les frontières ou de restreindre les échanges, mais de bâtir une mondialisation des solidarités ouvrières, par-delà les différences nationales et linguistiques qui pouvaient les séparer. La défense des classes populaires ne passait pas par le repli, l'autarcie ou le rejet de l'autre, plutôt par la coordination internationale des combats et des revendications. Ce projet ambitieux, auquel bien peu croyaient à ses débuts, fut souvent chaotique, conflictuel et contradictoire.

par rapport au paysan. Car c'est l'agriculture qui fixe les salaires. Le conflit est latent entre les villes et les campagnes ; il est universel, indépendant des régimes politiques ; il se manifeste aux États-Unis comme en Russie et en France. Le mal dont nous sommes menacés vient de là. Jusqu'ici, sauf en Russie où les paysans commencent à savoir se défendre, les chefs politiques ont essayé de redresser cette situation en allégeant la terre de ses impôts. Mais ce palliatif est insuffisant. Il faut rétablir l'harmonie par l'égalité des profits. L'attribution de hauts salaires aux uns sans souci des autres exagère la disparité. Ce n'est une solution raisonnable pour personne. Ed. J.

**Dix ans après le traité de Versailles. Les difficultés de la liquidation générale de la guerre  
L'Écho d'Alger, n°7220 du 15 juillet 1929**

Tous ceux qui ont assisté aux séances de la Chambre du 27 juin ont eu le sentiment très net qu'à cette heure où la France, victorieuse et meurtrie, se trouve prise à la gorge par l'implacable Shylock américain, et où elle tente, contre l'injustice un effort de résistance désespéré, le Parlement représente bien l'unanimité de l'opinion du peuple français. La fièvre de cette fin d'après-midi est tombée, elle avait même déjà fait place à une douloureuse mélancolie au cours de cette inoubliable séance de nuit, et il ne nous reste guère d'illusions sur la suite qu'aura cette protestation. Les Américains sont des créanciers implacables et durs, et si nous faisons du sentiment, eux n'en font pas. Qu'eût-on dit, il y a quelques décades seulement, de l'homme d'État qui eût osé dire : « Peu importe qu'une dette ait un fondement moral ou non. Une seule chose compte : l'existence de la dette elle-même. » A la rigueur, on ne se serait pas étonné de l'entendre de la bouche d'un BISMARCK, mais il est infiniment douloureux qu'au moment où les peuples aspirent à la paix, où les idées de justice tendent à remplacer les vieilles notions de force, ce soit le chef de la grande démocratie américaine qui brise le rêve avec cette franchise brutale qui nous paraît, à nous, Latins affinés par vingt siècles de civilisation, un effroyable cynisme. Sur l'injonction unanime de la Chambre, le gouvernement a négocié à nouveau, il a fait appel à l'esprit de justice des Américains, mais ce fut un coup d'épée dans l'océan et un geste vain, après lequel la France n'aura plus qu'à se draper dans son manteau de deuil... et payer. Par une tragique coïncidence, ce mouvement du Parlement s'est produit au dixième anniversaire de la signature du traité de Versailles, de ce traité dont les clauses nous furent imposées par cette même Amérique, qui ne se gêna pas, le lendemain pour renier sa signature. Si cet anniversaire est un jour de deuil pour les vaincus, n'est-il pas pour nous qui avons cru être vainqueurs, un jour d'indicible amertume ?

Et, pendant que les représentants de la nation se dressaient dans une suprême protestation contre les exigences américaines, le président HINDENBURG et tous ses ministres, à la tête desquels est le chancelier socialiste Hermann MÜLLER, celui-là même qui signa le traité de

L’empreinte qu’il a laissée sur la fin du XIXe siècle et tout au long du XX e siècle est néanmoins considérable.

**Maxime Tandonnet, André Tardieu. L’incompris. Perrin, 2019**

Héritier de CLEMENCEAU puis de POINCARÉ, précurseur du général de Gaulle et de la Ve République, trois fois président du Conseil et ministre à plusieurs reprises, André TARDIEU (1876-1945) fut l’une des personnalités politiques les plus remarquables de son époque. Fondateur de l’éphémère Centre républicain, grand visionnaire, il eut pour ambition de rediriger la politique en faveur du bien commun et soutint ainsi un ambitieux programme d’investissement public et de hausse des revenus populaires, instituant en outre l’assurance vieillesse pour tous les salariés. Il n’eut de cesse également de participer à la modernisation du pays, favorisant l’électrification des campagnes et la construction de vastes infrastructures. Homme d’État - et écrivain - d’une rare puissance intellectuelle, entraîné par ses intuitions, en particulier sur le péril hitlérien, celui que Léon DAUDET surnommait « le Mirobolant » se heurta cependant au pacifisme et à l’incompréhension de la classe politique, aussi bien à gauche qu’à droite, ce qui le conduisit à se retirer de la vie publique après avoir dénoncé les dérives de la IIIe République dans des manifestes étincelants. Dans cette biographie d’une rare densité, Maxime TANDONNET livre avec son talent coutumier la vie de ce personnage complexe et tourmenté.

#### **A lire dans les Revues**

*Merci de nous faire part de vos suggestions. Vous pouvez également nous transmettre des documents.*

#### **Contacts :**

*Cheikh Lo*

*tél : 01 44 38 35 39 – courriel :*

*[cheikh.lo@travail.gouv.fr](mailto:cheikh.lo@travail.gouv.fr)*

*Directrice de la publication :*

*Agnès Jeannet*

*Pour en savoir plus :*

*[http://travail-](http://travail-emploi.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/article/chatefp-comite-d-histoire-des-administrations-chargees-du-travail-de-l-emploi)*

*[emploi.gouv.fr/ministere/acteurs-  
rattachees/article/chatefp-comite-d-histoire-des-  
administrations-chargees-du-travail-de-l-emploi](http://travail-emploi.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/article/chatefp-comite-d-histoire-des-administrations-chargees-du-travail-de-l-emploi)*

*Paco intranet :*

*[https://paco.intranet.social.gouv.fr/transverse/  
ministeres-](https://paco.intranet.social.gouv.fr/transverse/ministeres-)*

*[sociaux/CHATEFP/Pages/default.aspx](https://paco.intranet.social.gouv.fr/transverse/ministeres-sociaux/CHATEFP/Pages/default.aspx)*

*Comité d'histoire des administrations chargées  
du travail, de l'emploi et de la formation  
professionnelle*

*39-43, quai André Citroën*

*75739 Paris cedex 15*

*tél : 01 44 38 35 48*

*[comite.histoire@travail.gouv.fr](mailto:comite.histoire@travail.gouv.fr)*

Versailles, lançait au peuple allemand une proclamation dans laquelle, une fois de plus, le gouvernement du Reich proteste contre « le mensonge de la culpabilité ». « L’Allemagne, dit-il, n’est pas seule coupable de la guerre. » Or, toutes les clauses du traité de Versailles reposent justement sur cette déclaration de culpabilité que le président WILSON, en idéologue irresponsable tint à placer en tête de cet acte qui devait mettre fin à toutes les guerres. L’Amérique n’a pas ratifié le traité, l’Allemagne en sape les bases. Que reste-t-il de notre victoire ? Soyons francs : Rien. Ou plutôt : quinze cent mille tombes et la note à payer pendant soixante-deux ans. Si, après ce tragique exemple, tous les peuples de la terre ne se rendent pas compte que la guerre est la plus infâme et la plus terrible des calamités, pour le vainqueur comme pour le vaincu, et ne profite qu’aux neutres, il faut désespérer du progrès de l’humanité et de la raison humaine elle-même.

Nous pourrions répondre aux Allemands ce que, nous dit le président HOOVER : « Peu importe que votre tribut ait un fondement moral. Vous avez été vaincus, payez ! » Mais nous savons bien qu’alors, dès qu’il ne s’agit plus de ses propres intérêts la vertueuse et sèche Amérique redevient subitement pudibonde et doctrinale, et qu’elle s’opposerait à ce que nous exigions par la force ce qui nous est dû. Et au fond, nous savons bien que cette sympathie pour le Reich n’est pas désintéressée. Au cours de la période d’inflation, dans le marasme affreux de l’après-guerre, nous avons vu les Américains s’emparer des usines, des mines, de toute l’économie de l’Allemagne, de sorte que quand nous voulons que le Reich nous paye, c’est à la spéculation, de la finance anglo-saxonne que nous nous adressons, bien plus qu’au peuple allemand, esclave de cette finance qui voudrait nous domestiquer également. Telles sont les réflexions que l’on peut faire, qu’on appartienne à un parti de droite ou à un de gauche, ou qu’on soit seulement un Français moyen et contribuable, en ce dixième anniversaire que marquent, en série, d’amères désillusions. Mais nous pouvons cependant penser qu’une telle politique n’est pas sans danger, même pour l’Amérique. La sagesse des nations nous enseigne que qui trop embrasse mal étreint.

Georges WAGNER

#### **La fin du monde est annoncée pour jeudi prochain**

**L’Écho d’Alger, n°10578 du 23 juillet 1939**

Mexico, 22 juillet. — L’astronome mexicain, GALIO, chef de l’observatoire de Tacubya, a déclaré que, en raison de la faible distance à laquelle la planète Mars va passer près de la terre, il se pourrait que la fin du monde se produisit le 27 juillet !

